

Résumés

La participation civique et politique des jeunes en Europe : obstacles et facilitations. Présentation.

Michel Born, Université de Liège

Les jeunes sont appelés à être les acteurs politique de demain, leur participation est un enjeu crucial, trop ignoré, pour l'avenir de nos démocraties. Les articles présentés dans ce numéro abordent leur participation politique et civique en portant une attention particulière aux jeunes issus de l'immigration, et aux jeunes filles, qui peuvent être en situation de discrimination. La plupart des articles sont issus de la recherche internationale PIDOP financée par l'union européenne dans 9 contextes nationaux. Cette recherche PIDOP a mis en évidence des constantes qui valent la peine d'être prises en considération par les responsables politiques. Très généralement, les jeunes estiment qu'ils ne sont pas pris au sérieux par les politiciens et les adultes en général. Ce manque de réactivité réduit leur croyance en leur propre capacité d'avoir de l'influence politiquement. Tout particulièrement, les jeunes filles se perçoivent comme victimes de préjugés, et entravées dans leurs élans vers une participation civique et politique. Toutefois, dans tous les pays et tous les groupes, les jeunes ont un intérêt prononcé pour des questions qui se posent à un niveau local plutôt que national, et peuvent s'investir dans des actions de participation civique plutôt que politique. L'éclairage donné par l'ensemble des articles est complété par l'apport de deux autres, relatifs à la radicalisation violente.

Le rôle de la discrimination et d'autres facteurs dans la participation politique des jeunes d'origine immigrée

Dimitra Pachi, BPP University, Londres

Cet article concerne les liens entre classes d'âge, identité ethnique et la participation civique et/ou politique parmi les jeunes de minorités ethniques vivant dans le Grand Londres. De jeunes britanniques originaires du Bangladesh et du Congo, âgés de 16-17 et de 20-26 ans, ont participé à des focus-groupes qui ont été analysés de manière thématique. L'analyse a fait ressortir une série de thèmes communs entre les deux groupes ethniques, comme le phénomène de double discrimination à l'encontre des jeunes et son intériorisation, la perception par les jeunes de l'inefficacité institutionnelle, ainsi que l'importance du rôle social féminin. Les thèmes spécifiques à chaque groupe ethnique comprenaient les relations avec les autres pays européens, l'islamophobie, l'action individuelle et le rôle de la culture. Les implications sont discutées à un niveau individuel et social.

Enjeux de citoyenneté et de participation politique des jeunes à la croisée des rapports sociaux

Claire Gavray, Université de Liège

Une approche genrée d'un échantillon de jeunes belges francophones fréquentant l'enseignement secondaire et âgés de 16 et 20 ans (889 sujets dont 51.5 %

de filles et 48.5 % de garçons) montre tout l'intérêt qu'il y a à croiser les rapports sociaux de sexe et de classe (via la section scolaire fréquentée) dans la compréhension du positionnement des jeunes face à la politique. On voit ainsi émerger une jeunesse largement consciente de sa chance de vivre en Europe et en Belgique, mais assez désillusionnée et critique par rapport à une vision classique et diffuse de la politique, ainsi que par rapport aux différents niveaux de pouvoir politique. Les jeunes se refusent à entériner des décisions et évolutions qu'ils perçoivent contraires à leurs intérêts et à la marche harmonieuse du monde.

Sens de l'efficacité en tant que prérequis au maintien d'une participation civique et politique: même logique pour les jeunes de la majorité et immigrants

Sara Alfieri, Daniela Marzana, Universités de Milan, Michel Born, Université de Liège

Un modèle prédictif de la participation et de la continuité de participation a été construit et testé dans deux pays (Belgique et Allemagne) auprès des jeunes autochtones et issus de l'immigration turque. Les questionnaires furent remplis par 1355 jeunes ; 57,1 % à Liège (Belgique) et 42,9 % à Jena (Allemagne). La participation civique, et l'intention de continuer à participer, sont prédites par des motivations et des barrières, des normes sociales, l'exemple donné par la participation civique d'amis et de parents, l'intérêt et l'attention pour la politique, la confiance dans les institutions et, enfin, le sens de l'efficacité collective. Un tel ensemble de facteurs psychosociaux est à la base de la participation, au-delà des conditions spécifiques qui caractérisent les pays et les jeunes issus de l'immigration turque dans ces pays.

Le sentiment d'efficacité chez les jeunes peut-il faciliter le passage à l'action collective ?

Zuzana Scott, Jan Šerek, & Petr Macek, Université de Brno

Dans ce chapitre, nous nous interrogeons sur les motivations de la participation à l'action collective parmi les membres de groupes minoritaires, en particulier les jeunes Roms et les jeunes Ukrainiens au sein de la République tchèque. Nous partons de la littérature, dans laquelle les désavantages des groupes sont vus comme une source possible de cette motivation. Dans notre étude, les jeunes des minorités identifient la discrimination comme étant le problème numéro un qu'ils rencontrent, associé à des sentiments de colère et de frustration. Il apparaît, sur base des réponses, que ces sentiments négatifs seuls n'ont cependant pas le potentiel pour rapprocher les gens vers l'action collective. C'est plutôt la conviction que le groupe en tant que tel peut améliorer les choses (conviction d'efficacité de l'action collective) qui détermine la participation. Néanmoins, lorsque les sentiments négatifs au sujet de la discrimination accompagnent un sens fort de l'efficacité collective, la participation a encore plus de chance de se produire. Ces résultats soutiennent l'idée que les émotions de colère et de frustration peuvent servir de déclencheurs et conduire les personnes vers l'action collective.

L'impact de la participation dans des organisations religieuses, par l'exemple des jeunes migrants d'origine turque en Allemagne

Philipp Jugert, Université de Leipzig, Peter Noack, Université de Jena

Grace aux réponses au questionnaire PIDOP de jeunes migrants d'origine turque âgés de 16 à 26 ans (N=205), il a été possible d'analyser dans quelle mesure leur engagement social se limite, ou non, essentiellement à un engagement dans des organisations ethno-religieuses, et le type d'effet intégrateur ou désintégrateur que cette forme d'engagement peut avoir.

Les résultats montrent que l'engagement religieux représente, certes, la principale forme de l'engagement, mais qu'il ne s'y limite pas, et inclut aussi l'engagement dans des organisations de la société d'accueil. Il est remarquable de constater que des jeunes d'origine turque, engagés au niveau religieux, investissent davantage une multitude d'autres organisations que les *Peers* qui ne sont pas engagés sur le plan religieux, qu'ils affichent des valeurs plus importantes pour différents indicateurs de compétence civique, et ne montrent pas de tendances de repli par rapport à la société d'accueil.

Une stratégie de prévention de la radicalisation violente des jeunes

Katrin Euer, Anke Van Vossolle, Anne Groenen, Karel Van Bouchaute, Institut Thomas More et Université du Limbourg

Dans cet article, nous commentons les résultats d'une enquête menée dans le cadre du projet Stresaviورا. Ce projet a été mis en œuvre pour offrir un coup de pouce à des jeunes vulnérables, de sorte qu'ils soient de taille à lutter contre la radicalisation violente. Il présente trois approches pertinentes, permettant d'observer la radicalisation depuis un point de vue renouvelé. De plus, il analyse des pratiques prometteuses évaluées (inter) nationalement pour empêcher la radicalisation. Enfin, le projet a permis de faire des recommandations concrètes qui ont contribué au développement des outils de résilience Bounce pour les jeunes, leur environnement social et les acteurs de terrain. Il ressort des résultats de cette enquête que la méthode doit être intégrale et intégrée et doit se concentrer sur l'approche positive des jeunes, dans laquelle les motivations positives qui jouent un rôle dans leur vie doivent être utilisées et augmentées.

Quelle action psycho-éducative contre la radicalisation violente chez les jeunes ?

Dominique Helin, Fabienne Glowacz et Seyfi Kumlu, Université de Liège

La radicalisation violente des jeunes est un phénomène complexe et multifactoriel. Il peut être décodé à partir des sentiments de frustration sociale, d'injustice, de discrimination, affaiblissant la croyance en une réponse possible et juste par la société. Les groupes radicaux peuvent alors apparaître, pour les jeunes les plus vulnérables et à l'identité diffuse, comme une structure répondant à leurs besoins, notamment par le sentiment d'appartenance à une cause commune et à la recherche de sens par le combat djihadiste. Lorsque la justice prend des mesures de placement en institution pour les mineurs radicalisés, au-delà des questions portant sur l'intérêt et les risques d'intégrer ces jeunes dans les structures exis-

tantes, la nature même des interventions psycho-éducatives se doit d'être pensée. La déspecialisation de l'intervention est une première étape du contexte de protection et de prévention, permettant d'éviter l'écueil d'une stigmatisation et de vic-timisations secondaires. La prise en charge de ces jeunes doit se construire en ciblant les besoins des mineurs qui ont préalablement motivé leur engagement dans une radicalisation violente. Recherche de sens, de sécurité, de cohérence, de reconnaissance, de maîtrise de soi, se mutent en objectifs pour les actions psycho-éducatives lors du placement. Outre la dimension contenante et structurante du placement, la nature et les logiques suivies des actions proposées, la consistance de l'équipe éducative pluridisciplinaire et multiculturelle, offrent aux jeunes l'op-portunité de nouvelles identifications et de liens en faveur d'un désengagement des processus de radicalisation.

Voter à 16 ans : une idée pour contrer l'apolitisme des jeunes ?

Bernard Fournier, Vrije Universiteit Brussel - Haute École de la Province de Liège (Jemeppe)

L'idée d'abaisser le droit de vote à 16 ans ne constitue certainement pas aujourd'hui une revendication politique ou sociale. Et pourtant, elle poursuit de plus en plus son chemin. L'Autriche, par exemple, l'a fait en 2007, l'Ecosse aussi pour son référendum de 2014. Avant de juger de la pertinence d'un tel abaissement, tous les arguments, favorables ou non, doivent être connus et discutés. C'est ce que propose l'article, en démontrant finalement comment une telle mesure, accompagnée d'activités pertinentes dans les écoles, permettrait de contrer le désintérêt de nombreux jeunes à la politique.

Summaries

Participation in politics and civic life amongst young people in Europe

Michel Born, University of Liège

Young people are called to be the political players of tomorrow, and their involvement is crucially important for the future of our democracies.

The articles presented in this number approach this question with particular attention to youth who come from an immigrant background and young women who may be the subjects of discrimination. Most of the contributions arise from the international research project known as PIDOP (Processes Indicating Democratic Ownership and Participation) financed by the European Union and carried out in the setting of nine different nations. PIDOP research has shown up a number of constant findings which political leaders will do well to take into account. Broadly speaking, these young people find that they are not taken seriously by politicians or by adults in general. This lack of response to them lessens their belief in their own capability to have an influence in politics. Young women in particular see themselves as victims of prejudice, hampered in their attempts to join in civic and political life. However, in all these countries and in every group, the youth show a marked interest in the questions that are raised at a local (rather than a national) level, and can put a lot of effort into civic (rather than political) activity.

The light shed on this by the articles as a whole is completed by the additional information given by two articles relating to violent radicalisation.

The role played by discrimination and by other factors in the political involvement of youth from an immigrant background.

Dimitra Pachi, BPP University, London

This article addresses the relationship between age, ethnic identity and civic-political participation amongst ethnic minority young people living in Greater London, U.K. British Bangladeshi and Congolese young people aged 16-17 and 20-26 years old participated in focus groups, which were analysed using thematic analysis. This analysis brought to our attention a number of themes common to both ethnic groups, for example the phenomenon of a double discrimination against young people and its internalisation, young people's perception of the ineffectiveness of institutions and the importance of the female role in society. Themes particular to each ethnic group included the relationship with other European countries, islamophobia, individual action and the role of culture. The individual and social implications are discussed.

Issues of citizenship and involvement in politics at the intersection of social relationships.

Claire Gavray, University of Liège

This gender-based approach to a sample of young French-speaking Belgians between 16 and 20 attending secondary school (889 subjects of whom 51.5 % were girls and 48.5 % boys) usefully juxtaposes the social relations of gender and class (identified from the schools attended) so as to understand how young people situate themselves politically. The new generation is shown to be broadly conscious of its good luck in being able to live in Europe and in Belgium, but also quite disillusioned and critical of the usual and generally accepted views about politics, and also of the ways political power is being exercised at different levels. The youth reject decisions and developments which they see as contrary to their own interests and the harmonious progress of the world.

A sustained participation in civic and political life depends on the belief that it brings results: in this, young people from immigrant backgrounds take the same view as others

Sara Alfieri and Daniela Marzana of the University of Milan, Michel Born of the University of Liège.

A survey to discover whether young people were likely to engage and to remain engaged in politics was carried out in Belgium and Germany amongst those who belong to the Turkish immigration. Questionnaires were completed by 1,335 young people : 57.1% in Liège (Belgium) and 42.9 % in Jena (Germany). Engagement in civic life and the will to persevere in it depend on their motivation and the obstacles in their way, on social norms, on the example given by friends and parents, on their own interest in and attention to politics, on their confidence in the institutions, and finally on their sense of having a real collective influence. It is this group of psychosocial factors that is at the root of political engagement, besides the conditions that are specific to each country and to young people of the Turkish immigration in each country.

Can a sense of having a real influence help young people to take collective action ?

Zuzana Scott, Jan Šerek, and Petr Macek, University of Brno

In this article we inquire into motives for collective action amongst members of minority groups, specifically young Roma and Ukrainians in the Czech Republic. Our point of departure is the literature in which their disadvantaged situation is identified as a possible motive. In our study, the young people of the minorities identified discrimination as their number one problem that produces anger and frustration. From their responses it appears that these negative feelings by themselves do not have the potential to provoke collective action, but rather the belief that a concerted action is able to change things for the better. It is when the experience of discrimination goes along with a strong sense of having a real combined influence that they are more likely to take action. The findings show how feelings of anger and frustration serve as triggers to action.

The impact of engagement in religious organisations as exemplified by the young migrants of Turkish origin in Germany

Philipp Jugert, University of Leipzig, Peter Noack, University of Jena.

Thanks to the responses to a PIDOP questionnaire addressed to young migrants of Turkish origin aged from 16 to 26 (n. = 205), it has been possible to analyse to what extent their involvement in social organisations has or has not been limited to religious organisations of their own ethnicity. It was also possible to ask whether their engagement tended to integrate them into society or to keep them apart. The results show that whilst their religious commitment does indeed represent the principal form their involvement takes, it is not limited to this. They also involve themselves in the organisations of the host society. We are struck by the fact that young people of Turkish origin who are involved in religion actually put more effort into a whole number of organisations than do those of their peers who have no religious involvement. They also display higher values for the different indicators of competence in civic affairs and show no tendency to withdraw from the host society.

A strategy for the prevention of the violent radicalisation of the young

Katrin Euer, Anke Van Vossolle, Anne Groenen, and Karel Van Bouchaute of the Thomas More Institute and the University of Limbourg

In this article we comment on the results of an inquiry carried out in the framework of the Stresiaavora project. This project was set up to offer a nudge in the right direction to vulnerable young people that might equip them to take a stand against violent radicalisation. It presents three relevant approaches which allow us to observe radicalisation from a new point of view. In addition it analyses some promising methods of preventing radicalisation, ones that have been appraised at home or abroad. Finally the project has made it possible to make specific recommendations and to contribute to 'Bounce', a programme of resistance designed for young people, their social surroundings and workers in the field. It follows from the results of this inquiry that the method chosen must cover all aspects of the problem and also be fully integrated into their lives. It must pursue a positive approach towards young people, using and building on those positive motivations which play a part in their lives.

What is the correct psycho-educational action to take against violent radicalisation among young people?

Fabienne Glowacz, Dominique Helin, Seyfi Kumlu of the University of Liège.

The violent radicalisation of the young is a complex multi-factorial phenomenon. It can be decoded on the basis of feelings of social frustration, injustice and discrimination, together serving to weaken confidence in the possibility of a just response by society. The radical group can then appear to the most vulnerable young people, those unsettled about their identity, as the organisation that answers to their needs. The jihadist struggle offers the sentiment of belonging to a common cause and a way of discovering the meaning of events. When the courts of justice take measures to have minors placed in institutions for radicalised youth,

aside from any question of the use of doing this and the risks it may pose to existing structures, there is a duty to think through the psycho-educational measures that can be brought to bear. The first stage in the context of protection and prevention is to avoid treating them as a special case, so as to steer clear of the danger of stigmatising and victimising them over again. Taking these young people in charge depends on targeting the needs that led them to involvement in violent radicalism in the first place. Their pursuit of a direction in life, of security, of a coherent understanding, of social recognition and self-control, all have to be transformed to meet the objectives of the psycho-educational action taken in the course of the placement. Apart from its containing and structuring dimension, the nature and the rationality of this involvement and the coherence of the pluridisciplinary and multicultural educational team have to give the young people the opportunity of identifying themselves in new ways and building relationships that will help them disengage from the processes of radicalisation.

Giving the vote to 16 year olds: is this the way to counter the political apathy of youth?

Bernard Fournier, Free University of Brussels – Haute École of the Province of Liège (Jemeppe)

The idea of lowering the voting age to 16 has certainly not been the subject of any political or social claim today. However it is more and more making headway. For example, Austria did it in 2007 and so did Scotland for the referendum of 2014. Before we can judge the pertinence of lowering the voting age, all the arguments for and against have to be known and discussed. This the article sets out to do. It ends by demonstrating how such a measure when accompanied by appropriate activity in school would make it possible to counter the lack of interest shown by many young people for politics.

Resúmenes

La participación cívica y política de los jóvenes en Europa : obstáculos y facilitaciones

Michel Born, Universidad de Lieja

Los jóvenes son llamados a ser los actores políticos del mañana. Su participación constituye una dimensión crucial para el futuro de nuestras democracias. Los artículos presentados en este número abordan esta cuestión dirigiendo una atención particular a los jóvenes que proceden de la inmigración y a las jóvenes que pueden encontrarse en situación de discriminación. La mayoría de los artículos proceden de una investigación internacional PIDOP financiada por la Unión europea en 9 contextos nacionales. Esta investigación PIDOP ha mostrado algunas constantes que valen la pena ser tenidas en cuenta por los responsables políticos. En general, los jóvenes estiman que no son tomados en serio por los políticos y adultos en general. Esta falta de reactividad reduce su creencia en su propia capacidad para ejercer una influencia política. Las jóvenes mujeres sobre todo se perciben como víctimas de prejuicios, y no apoyadas en sus inquietudes hacia una participación cívica y política. De cualquier modo, en todos los países y grupos, los jóvenes muestran un gran interés por cuestiones que se plantean a nivel local más que nacional y pueden implicarse en acciones de participación cívica más que política.

La reflexión planteada en el conjunto de los artículos es completada con la aportación de dos artículos que desarrollan la radicalización violenta.

El papel de la discriminación y de otros factores en la participación política de jóvenes de origen inmigrante

Dimitra Pachi, BPP Universidad, Londres

Este artículo desarrolla la relación entre identidad vinculada con la edad, identidad étnica y participación civil y política entre jóvenes de minorías étnicas que viven en Londres. Jóvenes bangladesíes y congolese de 16-7 años y 20-6 años participan en grupos focales, que fueron analizados usando análisis organizados temáticamente. Este análisis muestra la relevancia de un número de temas comunes entre los dos grupos étnicos, como son el fenómeno de la doble discriminación hacia los jóvenes y su internalización (percepciones por parte de los jóvenes de la ineficacia institucional y la importancia del rol societal femenino). Otros temas son particulares para cada grupo étnico e incluyen las relaciones con otros países europeos, la islamofobia, acción individual y el rol de la cultura. Se discuten las implicaciones tanto a nivel individual como social.

Retos de ciudadanía y de participación política de los jóvenes en una encrucijada de relaciones sociales

Claire Gavray, Universidad de Lieja

Una perspectiva de género de una muestra de jóvenes belgas francófonos que se encuentran en la enseñanza secundaria y de edades comprendidas entre los 16 y los 20 años (889 sujetos de los cuales el 51,5 % eran mujeres y el 48,5 % varones) muestra el interés de analizar el papel cruzado de las relaciones sociales de sexo y clase (a través de la sección escolar frecuentada) a la hora de entender el posicionamiento de los jóvenes frente a la política. Vemos así que nos encontramos ante una juventud claramente consciente de su suerte de vivir en Europa y Bélgica, pero bastante desilusionada y crítica con la visión clásica y difusa de la política, así como con los distintos niveles de poder político. Los jóvenes se niegan a apoyar decisiones y evoluciones que perciben como contrarias a sus intereses y a la marcha armoniosa del mundo

Sentimiento de eficacia como prerequisite para el mantenimiento de una participación cívica y política: una misma lógica para los jóvenes de la mayoría y los inmigrantes

Sara Alfieri, Daniela Marzana, Universidades de Milán, Michel Born, Universidad de Lieja

Un modelo que predice la participación y continuidad en la participación ha sido construido y testado en dos países (Bélgica y Alemania) con jóvenes autóctonos y aquellos que proceden de la inmigración turca. Los cuestionarios fueron completados por 1355 jóvenes: 57,1 % en Lieja (Bélgica) y 42,9 % en Jena (Alemania). La participación cívica y la intención de continuar a participar están condicionados por las motivaciones y las barreras, las normas sociales, el ejemplo dado por la participación cívica de los amigos y de los padres, el interés y atención por la política, la confianza en las instituciones y, finalmente, el sentimiento de eficacia colectiva. Más allá de las condiciones específicas que caracterizan los países y los jóvenes procedentes de la inmigración turca en estos países, un conjunto de factores psicosociales explica la participación de estos jóvenes.

¿Puede facilitar el sentimiento de eficacia en los jóvenes el paso a la acción colectiva?

Zuzana Scott, Jan Šerek, & Petr Macek, Universidad de Brno

En este capítulo, se analizan las motivaciones que están detrás de la participación en acción colectiva entre los miembros de grupos minoritarios, especialmente jóvenes romanos y ucranianos en la República Checa. Partimos de un tipo de literatura que concibe la desventaja de grupo como posible fuente de motivación. En nuestro estudio, jóvenes procedentes de minorías identifican la discriminación como el principal problema con el que tienen que lidiar y genera importantes sentimientos de frustración y rabia. A partir de las respuestas de un cuestionario, puede concluirse que estas emociones negativas, por si solas, no son suficientes para que estos jóvenes emprendan acciones colectivas. Es más bien la creencia de que el grupo como totalidad puede mejorar las cosas (creencia

en la eficacia colectiva) lo que predice la participación. Sin embargo, cuando esta concepción negativa acerca de la discriminación se acompaña de un sentido fuerte de eficacia colectiva, hay mayor probabilidad de que se genere participación. Estos resultados apoyan la idea de que las emociones de cólera y frustración pueden servir como detonantes de acción colectiva.

El impacto de la participación en organizaciones religiosas en el caso de jóvenes migrantes de origen turco en Alemania

Philipp Jugert, Universidad de Leipzig, Peter Noack, Universidad de Jena

Gracias a las respuestas al cuestionario PIDOP con jóvenes migrantes de origen turco de edades comprendidas entre los 16 y 26 años (N: 205), se ha podido analizar en qué medida su implicación social se limita, o no, esencialmente a un compromiso con organizaciones etno-religiosas, y el tipo de efecto integrador o desintegrador, que esta forma de compromiso puede adoptar. Los resultados muestran que, ciertamente, la implicación religiosa representa la forma principal de implicación, pero que no se limita a esta e incluye también la implicación en organizaciones de la sociedad de acogida. Es importante constatar que jóvenes de origen turco implicados a nivel religioso, invierten más en otras organizaciones que sus pares que no están implicados a nivel religioso; manifiestan valores más importantes para distintos indicadores de competencia cívica y no muestran tendencias de repliegue en relación a la sociedad de acogida

Una estrategia de prevención de la radicalización violenta de los jóvenes

Katrin Euer, Anke Van Vossolle, Anne Groenen, Karel Van Bouchaute, Instituto Thomas More y Universidad de Limbourg

En este artículo, se comentan los resultados de una encuesta realizada en el marco del proyecto Stresavióra. Este proyecto ha sido puesto en marcha para ofrecer un empujón a jóvenes vulnerables de forma que puedan luchar contra la radicalización violenta. Presenta tres perspectivas pertinentes, que permiten observar la radicalización desde un punto de vista innovador. Además, analiza prácticas prometedoras evaluadas (inter) nacionalmente para impedir la radicalización. Finalmente, el proyecto ha permitido plantear recomendaciones concretas que han contribuido al desarrollo de instrumentos de resiliencia Bounce para los jóvenes, su entorno social y los actores de terreno. Se puede concluir de los resultados de esta encuesta que el método debe ser integral e integrado y debe concentrarse en la perspectiva positiva de los jóvenes, en la cual las motivaciones positivas que juegan un papel en su vida deben ser utilizadas y reforzadas.

¿Qué acción psico-educativa contra la radicalización violenta de los jóvenes?

Fabienne Glowacz, Dominique Helin, Seyfi Kumulu, Universidad de Lieja

La radicalización violenta de los jóvenes es un fenómeno complejo y multidimensional. Puede ser descifrado a partir de sentimientos de frustración social, injusticia, discriminación, que debilitan la creencia en una respuesta posible y justa para la sociedad. En este contexto, para los jóvenes más vulnerables y de identidad difusa, los grupos radicales pueden aparecer como una estructura que

responde a sus necesidades, en particular a través del sentimiento de pertenencia a una causa común y de proveedor de sentido a través del combate yihadista. Cuando la justicia adopta medidas de internamiento en instituciones de menores radicalizados, más allá de las cuestiones relativas al interés y riesgos de integrar a estos jóvenes en estructuras existentes, la naturaleza misma de las intervenciones psicoeducativas debe de ser repensada. La desespecialización de la intervención es una primera etapa en un contexto de protección y prevención, que permite evitar el riesgo de una estigmatización y victimización secundarias. La acogida de estos jóvenes debe construirse a partir de la identificación de las necesidades de menores que se han implicado de forma previa en una radicalización violenta. La búsqueda de sentido, de seguridad, de coherencia, de reconocimiento, de dominio de sí, se transforman en objetivos para las acciones psico-educativas en el internamiento. Además de la dimensión que contiene y estructura el internamiento, la naturaleza y lógicas seguidas por las acciones propuestas y la consistencia del equipo educativo pluridisciplinar y multicultural ofrecen a los jóvenes la oportunidad de nuevas identificaciones y los vínculos que permitan la desimplicación en procesos de radicalización.

Votar a los 16 años: ¿una propuesta contra la apatía política de los jóvenes?

Bernard Fournier, Universidad Libre de Bruselas - Ecole de la Provincia de Lieja (Jemeppe)

La idea de bajar el derecho al voto a los 16 años no constituye en la actualidad una reivindicación política y social. Sin embargo, cada vez encuentra más adeptos. Austria, por ejemplo, lo ha hecho en el 2007. Escocia también para su referéndum del 2014. Antes de juzgar la pertinencia de tal reducción, todos los argumentos, favorables o no, deben ser conocidos y discutidos. Es lo que se propone este artículo, demostrando finalmente cómo tal medida, acompañada de las actividades pertinentes en las escuelas, permitiría contrarrestar el desinterés de numerosos jóvenes por la política.